

Monsieur le président, tous les membres de cette assemblée sont, j'en suis sûre, animés du même désir d'assister au démantèlement de cet odieux régime qu'est l'apartheid. Ainsi, chaque fois qu'un nouveau gouvernement accède au pouvoir en Afrique du Sud, la communauté internationale espère que le nouveau dirigeant, la nouvelle administration, montrera par ses actes que l'apartheid touche à sa fin.

Si l'on en croit le président de Klerk, son administration entend procéder à des réformes fondamentales qui feront table rase de l'apartheid. Non seulement faut-il supprimer cet enchevêtrement étouffant de lois et de règlements qui viennent étayer l'apartheid, mais encore le gouvernement doit préparer les négociations avec les dirigeants noirs en vue d'instaurer une démocratie non raciale. Dans cette optique, le gouvernement doit lever l'état d'urgence, libérer les prisonniers politiques et légaliser les partis interdits. Voilà les objectifs à atteindre. Nous attendons toujours du gouvernement de Klerk qu'il nous donne une preuve concrète de sa détermination à s'atteler à la tâche.

L'apartheid a apporté souffrances, désespoir et indigence à des millions de personnes. Des milliers d'autres en sont morts et il a imposé un fardeau financier incalculable à l'Afrique du Sud et à ses voisins. Tant les victimes que les oppresseurs ont été marqués par ce régime inique. L'apartheid a entaché de manière indélébile l'honneur de l'Afrique du Sud.

Une fois que l'apartheid aura été balayé - et il le sera -, bon nombre de Blancs plaideront l'ignorance. Grâce à une censure stricte et à une propagande intensive, destinée à nourrir les craintes à l'endroit de la majorité noire, leur gouvernement les a emmitouflés dans un cocon protecteur d'ignorance des réalités de l'apartheid. Il ne faut donc pas s'étonner de ce que ces personnes jugent les sanctions cruelles et souvent irrationnelles.

Les sanctions sont efficaces. Nous sommes les premiers à reconnaître qu'elles sont loin d'être parfaites: elles font mal aux Sud-Africains de race noire comme de race blanche. Mais la communauté internationale n'a opté pour cette solution qu'après avoir épuisé tous les autres recours. Pendant quarante ans, le monde a cherché, par des efforts diplomatiques, à faire disparaître l'apartheid. Ces tentatives sont restées sans suite. L'apartheid est encore très présent et ses piliers - le Population Registration Act, le Group Areas Act, le Land Act, la ségrégation dans les domaines de l'éducation et des soins de santé, le système des bantoustans et, surtout, le déni du droit de vote à la majorité noire - sont encore bien ancrés dans les lois.